

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Marie Moret](#)[Collection Moret](#)[Registre de copies de lettres envoyées\\_FAM](#)  
[1999-09-58](#)[Item](#)[Marie Moret à Antoine Piponnier, 14 mai 1897](#)

## Marie Moret à Antoine Piponnier, 14 mai 1897

**Auteur·e : Moret, Marie (1840-1908)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

5 Fichier(s)

### Informations sur le document source

CoteInv. n° 1999-09-58

Collation4 p. (164v, 165r, 166v, 167r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationFamelistère de Guise

### Citer cette page

Moret, Marie (1840-1908), Marie Moret à Antoine Piponnier, 14 mai 1897, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 04/12/2025 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/46687>

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e[Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Lieu de rédaction14, rue Bourdaloue, Nîmes (Gard)

Destinataire[Piponnier, Antoine \(1844-1902\)](#)

Lieu de destinationGuise (Aisne) – Famelistère

### Description

RésuméRemercie Piponnier pour sa lettre du 12 mai 1897. Marie Moret discute les articles 99 des statuts et 53 du règlement de l'Association coopérative du capital et du travail, relatifs à l'expulsion d'un associé ; se réfère à l'exemple de Barbary, congédié sans approbation de l'assemblée générale des associés ; l'article 53 du

règlement s'applique sans restriction à tous les travailleurs, employés ou fonctionnaires de l'Association. Incertitude sur la solution de l'affaire Albert Louis : un tribunal pourrait condamner l'Association à verser plusieurs milliers de francs à Albert Louis et créer un précédent que d'autres pourraient imiter ; Marie Moret pressée de connaître le résultat du vote. Sur les nouvelles de Guise : décès de monsieur Flamant ; Marie Moret plaint « la famille Charade et le cocher ». Marie Moret informe Buridant que le jour de son départ de Nîmes n'est pas encore fixé. Marie Moret termine sa lettre après la réception d'une dépêche de Piponnier donnant le résultat du vote de l'assemblée générale des associés : 157 voix contre l'exclusion d'Albert Louis et 111 voix en faveur de son exclusion ; demande à Piponnier de la tenir informée.

NotesUn signet portant le nom de Piponnier manuscrit au stylobille est placé entre les folios 164 et 165 du registre de la correspondance ; le signet est rédigé au dos d'un morceau de papier imprimé au nom de Paul Decourcelle, docteur en médecine, conseiller municipal de Guise et candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [vers 1968].

SupportLe nom du destinataire, Piponnier, est manuscrit au stylobille sur la copie de la lettre à côté de l'appel de la lettre « Cher Monsieur ».

## Mots-clés

[Actualité](#), [Conflit](#), [Décès](#), [Élections](#), [Famillistère](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Association coopérative du Famillistère](#)
- [Barbary, Antoine](#)
- [Charade \[famille\]](#)
- [Dallet, Émilie \(1843-1920\)](#)
- [Flamant, Aimé \(1843-1897\)](#)
- [Louis, Albert](#)
- [Proix \[madame\]](#)

Événements cités[Assemblée générale des associés de l'Association coopérative du capital et du travail \(13 mai 1897, Guise\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 18/09/2023

---



Nîmes 14 mai 1897

Cher Monsieur.

*Cher Monsieur*

Je vous remercie vivement de votre lettre du 12.  
 Deux mots seulement quant aux articles  
 des Statuts et du Règlement :

Art. 99 - Le 4<sup>e</sup> alinéa est formel : " Les  
 propositions d'exclusion de l'association à  
 soumettre à l'assemblée générale " sont celles  
 des " cas prévus article 96 ". Il ne s'agit pas  
 question de l'art. 95 du Règlement.

Barbary, à qui ce dernier article a été  
 appliqué fut congédié ensuite sans  
 intervention de l'ass. générale. Il est  
 facile en consultant les registres de l'association  
 de voir si je me trompe. Dans le cas  
 contraire, c'est un précédent qui pèse  
 à cet égard.

Quant à l'application du 1<sup>er</sup> art.  
 §§ aux curiers. Voyez le dernier

alinéa : L'admin. Gérant peut abréger



« les délais par voie de transaction  
 « avec les employés et ouvriers  
 « congediés. »

Les alinéas 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, en énumérant les associés, les secétaires, les participants, les auxiliaires et fixant des délais pour chaque catégorie et pour les employés rétribués de certains travaux, montrent bien que l'art. 53 s'applique sans réserve à tous les travailleurs employés ou fonctionnaires de l'association.

Il est encore question de l'ouvrier dans l'article 55.

et le but de ~~ce~~ ce chapitre est précisément de ne pas mettre dans une situation impossible l'administrateur-gérant responsable devant la loi, ainsi que nous le disons si justement.



Supplément  
A 112

CAPI TAL DE LA CORDA  
Les lettres manuscrites  
de poche ou de bureau  
sont classées  
dans  
la  
série  
des  
documents  
de  
la  
Corda

délais par voie de transaction  
des employés et ouvriers  
gédiés. »

les alinéas 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, en énu-  
ant les associés, les secrétaires,  
participants, les auxiliaires et  
fixant des délais pour chaque catégorie  
et pour les employés rattachés à de  
certaines tâches, montrent bien que  
l'art. 13 s'applique sans réserve  
à tous les travailleurs employés  
ou fonctionnaires de l'association.  
Il est encore question de  
ouvriers dans l'article 15.

et le but de ~~ce~~ ce chapitre est  
précisément de ne pas mettre dans  
une situation impossible l'admi-  
nistrateur-gérant responsable devant  
la loi, ainsi que nous le disons si justement.



Je comprends l'intérêt qu'il y aurait à ce que chacun sût bien si une loi dommant nos statuts interdit formellement à un ouvrier qui s'est mis dans le cas de Louis Albert la rentrée dans une usine; mais, d'un autre côté, si les tribunaux, en déterminant les droits de l'ex-membre dans l'association lui allouaient plusieurs milliers de francs, combien d'individus chercheraient peut-être ensuite à se faire renvoyer dans les mêmes conditions!

Des réflexions semblables aux vôtres nous hantent sans trêve depuis que nous avons eu connaissance de ces déplorable incidents. . . .

Où, il est bien dangereux de faire les déclarations que nous relevons. . . .

Inutile de vous dire combien nous aspirons à connaître le résultat du vote!



Les quatre heures me semblent des 167  
heures depuis ce matin sans l'attente  
de votre réponse, bien qu'un mot  
indirect nous ait parlé de la remise  
de l'Assemblée à dimanche. Mais vous  
sauriez cela de façon certaine, vous,  
et votre lettre n'en dit mot.

— M. Clarnant a-t-on eu de graves causes  
de contention d'esprit pour être enlevé  
ainsi, étant donné son tempérament?

— Nous plaignons la famille Clarnant et  
le cocher.

— Vous nous apprenez au départ, bien  
que le jour n'en soit pas fixé encore.  
Sans que, c'est de notre côté que nous  
espérons vous remercier de votre solli-  
citude à nous tenir renseignés sur les  
choses qui nous tiennent tant à cœur.

1 h  $\frac{1}{4}$  Votre réponse arrive <sup>(Sous 187)</sup> <sup>(contre 111)</sup> pas facile ! Je  
suis, nous sommes dans une angoisse  
d'esprit qui me fait vous prier instamment  
de nous tenir au courant de tout ce qui peut  
advenir. Nos meilleures amitiés à vous et  
aux vôtres  
M. Godeu